



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
5 août 2024
Français
Original : anglais

Conseil du commerce et du développement Commission du commerce et du développement Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement

Quinzième session

Genève, 14-16 octobre 2024

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

La transformation structurelle par la création de valeur ajoutée dans les pays en développement producteurs de produits de base

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

Dans la présente note, le secrétariat de la CNUCED s'emploie à déterminer les avantages de la création de valeur ajoutée à l'intérieur des chaînes de valeur. À cette fin, il étudie des cas de création de valeur ajoutée dans différents pays et avec différents groupes de produits de base et en retire des enseignements. La création de valeur ajoutée est essentielle à l'édification d'une économie résiliente et diversifiée. Elle peut aider les pays en développement producteurs de produits de base à mieux tirer parti de leurs ressources et à être plus compétitifs sur les marchés internationaux. En produisant des biens à plus forte valeur ajoutée et en progressant dans la chaîne de valeur, ces pays peuvent devenir moins dépendants des exportations de produits de base et, ce faisant, être moins sensibles aux effets de l'instabilité des prix et des fluctuations des marchés extérieurs. La création de valeur ajoutée peut les aider à accroître leur revenu, à créer plus d'emplois et à progresser sur le plan technologique. Aujourd'hui, sous l'effet de la transition écologique et de la transition numérique, les chaînes de valeur s'ouvrent aux produits de base qui contribuent à la décarbonisation et à la dématérialisation. Il ressort des exemples nationaux examinés qu'en matière de création de la valeur ajoutée, la cohérence des politiques, le développement du capital humain, les incitations à l'investissement, l'infrastructure, la facilitation de l'accès aux marchés, le financement et les technologies ont leur importance.



Introduction

1. En vertu du paragraphe 208 de l'Accord d'Accra, le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED a été chargé d'instituer une réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base. Ce mandat a été réaffirmé au paragraphe 17 du Mandat de Doha, qui l'a prolongé jusqu'en 2016, et au paragraphe 100 s) du Maafikiano de Nairobi, qui l'a prolongé jusqu'en 2020. Il a encore été prolongé en application des paragraphes 123 et 127 l) et m) du Pacte de Bridgetown, dans lesquels la CNUCED est priée d'« accorder une attention particulière aux problèmes des pays en développement tributaires des produits de base » et de « continuer de lutter contre la dépendance à l'égard des produits de base, y compris en renforçant la capacité des pays en développement tributaires de ces produits d'atténuer les effets néfastes de l'instabilité des prix » et selon lesquels « il faut analyser et étudier les options dont disposent les gouvernements pour diversifier et transformer la structure de leur économie ».

2. Dans la présente note, le secrétariat de la CNUCED s'intéresse à la création de valeur ajoutée à l'intérieur des chaînes de valeur, en mettant en évidence les éléments susceptibles de la favoriser ou de lui faire obstacle, et aux avantages qui en découlent, en s'appuyant sur des exemples dans des pays en développement producteurs de produits de base. La présente note a été établie à partir de contributions d'États membres de la CNUCED, d'entités des Nations Unies et d'autres parties prenantes¹.

I. Création de valeur ajoutée

A. Généralités

3. Les chaînes d'approvisionnement renvoient à la production et à la distribution de biens ou de services, depuis le choix des fournisseurs de matières premières jusqu'à la livraison aux consommateurs finaux. Elles englobent l'ensemble des activités, des acteurs et des ressources qui interviennent depuis l'origine d'un produit jusqu'à sa consommation. On parle d'activités en amont, pour l'extraction de matières premières, et d'activités en aval, pour la fabrication, la distribution et la consommation du produit fini.

4. Étroitement liées aux chaînes d'approvisionnement, les chaînes de valeur renvoient à la création et à la livraison de valeur par l'intermédiaire des biens produits. La création de valeur ajoutée est essentielle à la diversification et à l'amélioration de la résilience. Elle consiste à accroître la valeur d'un produit au cours de sa progression dans la chaîne d'approvisionnement, depuis les activités en amont jusqu'aux activités en aval. La chaîne de valeur des matières premières comprend plusieurs étapes : la valorisation, la transformation, la recherche-développement, la conception, la fabrication, la commercialisation et la vente. Ces étapes peuvent varier selon les groupes de produits de base considérés, mais elles visent toutes à transformer des matières premières en des produits à plus grande valeur marchande.

5. Dans le secteur des activités extractives, la métallurgie est un puissant moyen de créer de la valeur ajoutée. Après extraction, les minéraux ou minerais sont valorisés, autrement dit ils sont débarrassés de leurs impuretés ou voient leurs propriétés améliorées, dans l'attente d'un traitement ultérieur. Cette opération relève de la transformation : elle suppose de fragmenter² les minerais et de libérer les concentrés de la gangue³. Par exemple, après valorisation et transformation de la bauxite, on obtient un minerai plus ou moins riche en aluminium. Pour obtenir des métaux, des alliages et des produits intermédiaires, il faudra encore transformer et affiner ce minerai, par fusion, fonte et réactions chimiques.

¹ Le secrétariat de la CNUCED remercie vivement les pays et entités ci-après pour leurs contributions : Cambodge, Canada, Chine, Équateur, Fédération de Russie, Iraq, Japon, Macédoine du Nord, Maroc, Sri Lanka, Thaïlande, Togo, Banque africaine de développement et Commission économique pour l'Europe.

² Réduction de la taille des particules d'un matériau solide par broyage, concassage ou d'autres procédés similaires.

³ Matériau sans valeur marchande qui entoure le minerai recherché.

6. Dans l'agriculture, la création de valeur ajoutée implique souvent des activités de transformation telles que le tri, le nettoyage, le séchage, la conservation et l'emballage, destinées à augmenter la valeur marchande. Par exemple, les fèves de cacao sont fermentées, torréfiées et moulues pour créer des produits à base de cacao ; les grains de café sont torréfiés, moulus et emballés pour obtenir des produits prêts à la consommation⁴ ; les fibres de coton brutes sont transformées en textiles par filage, tissage et teinture.

7. Le secteur pétrochimique contribue à la valorisation des matières premières énergétiques en transformant le pétrole et le gaz naturel en divers produits, notamment des carburants, des matières plastiques, des produits chimiques et des matériaux synthétiques. De même que la métallurgie et l'agroalimentaire, la pétrochimie transforme les matières premières en produits à plus forte valeur ajoutée par des procédés chimiques et physiques.

8. La création de valeur ajoutée prend une nouvelle dimension sous l'effet conjugué de la transition écologique et de la transition numérique. Dans le secteur des activités extractives, la demande accrue en technologies d'énergie renouvelable a entraîné une hausse des investissements internationaux dans les chaînes de valeur des minéraux critiques tels que l'aluminium, le cobalt, le cuivre, le lithium et le nickel⁵. Cette tendance se poursuit, même si les montants investis dans l'économie numérique et l'infrastructure ont baissé⁶. Dans le secteur des combustibles, l'urgence d'un passage aux sources d'énergie renouvelables et d'une réduction des émissions de carbone fait que les possibilités de création de valeur ajoutée se concentrent sur les sources d'énergie à faible teneur en carbone et sur l'économie circulaire. Dans l'agriculture, on mise de plus en plus sur les pratiques durables et sur la différenciation des produits pour répondre à la demande des consommateurs, en quête de produits éthiques et durables. Pour créer de la valeur ajoutée dans ce secteur, on peut adopter des technologies agricoles de précision, accroître la transparence de la chaîne d'approvisionnement et répondre à la prise de conscience des consommateurs en innovant dans les techniques de transformation des aliments, par exemple afin de proposer des produits biologiques, des produits issus du commerce équitable ou des aliments de spécialité. En outre, certaines matières premières agricoles peuvent remplacer des produits moins durables ou à forte teneur en carbone. Par exemple, le bambou peut être un substitut à certains matériaux de construction traditionnels et les fibres de chanvre peuvent remplacer les fibres synthétiques et les matières plastiques utilisés dans les emballages⁷.

B. Avantages de la création de valeur ajoutée

9. En créant plus de valeur ajoutée, les pays en développement producteurs de produits de base peuvent optimiser leur utilisation des ressources, augmenter la valeur unitaire des produits obtenus après transformation et devenir plus compétitifs sur les marchés internationaux. En produisant des biens à plus forte valeur ajoutée et en progressant dans la chaîne de valeur, ils peuvent devenir moins dépendants des exportations de produits de base et, ce faisant, être moins sensibles aux effets de l'instabilité des prix et des fluctuations des marchés extérieurs. Ils peuvent capter plus de valeur de leurs ressources naturelles, accroître leur revenu, créer plus d'emplois et progresser sur le plan technologique, toutes choses qui contribuent à rendre leurs économies plus productives et plus résilientes. En outre, la double transition, écologique et numérique, ouvre les chaînes de valeur des produits de base aux produits qui contribuent à la décarbonisation et à la dématérialisation.

10. Les produits transformés ont une valeur unitaire plus élevée que les matières premières, comme cela peut être observé dans différents groupes de produits de base (fig. 1 à 3). Par exemple, la valeur unitaire des fèves de cacao est comprise entre 2,47 dollars/kg et

⁴ CNUCED, 2018, *Commodities at a Glance. Special Issue on Coffee in East Africa* (publication des Nations Unies, Genève).

⁵ CNUCED, 2024a, *World Investment Report 2024: Investment Facilitation and Digital Government* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.24.II.D.11, Genève).

⁶ Ibid.

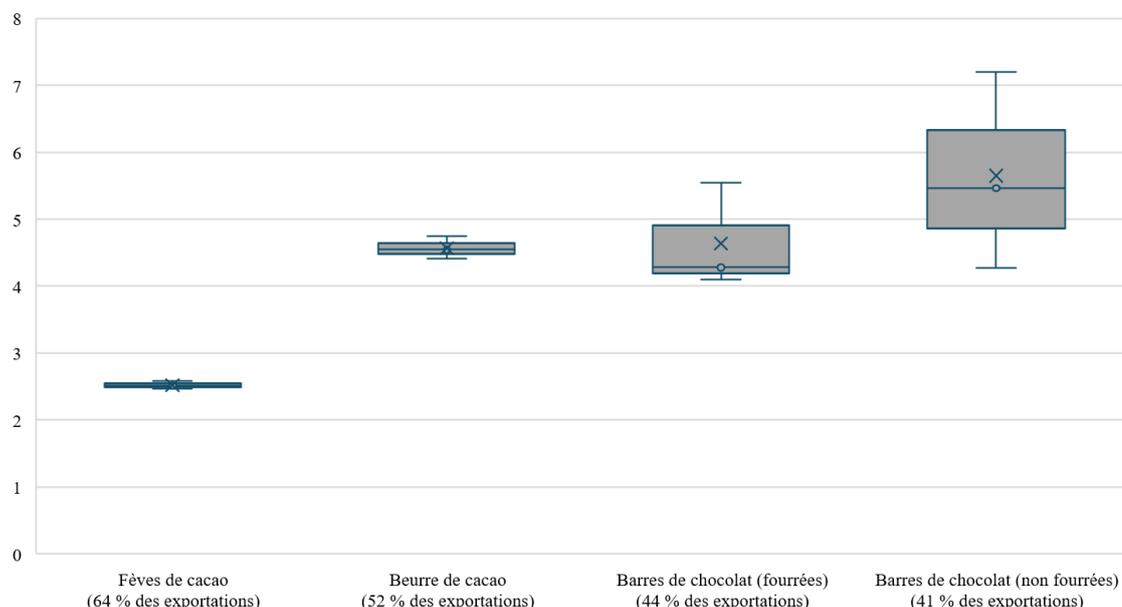
⁷ CNUCED, 2022a, *Commodities at a Glance: Special Issue on Bamboo* (publication des Nations Unies, Genève) ; CNUCED, 2022b, *Commodities at a Glance: Special Issue on Industrial Hemp* (publication des Nations Unies, Genève).

2,58 dollars/kg dans les trois principaux pays exportateurs que sont la Côte d'Ivoire, le Ghana et l'Équateur, mais la valeur unitaire des produits transformés à base de cacao, comme le beurre de cacao, est plus élevée et se situe entre 4,41 dollars/kg et 4,74 dollars/kg. Les barres de chocolat ont des valeurs unitaires plus élevées, de 5,54 dollars/kg (barres fourrées) et de 7,20 dollars/kg (barres non fourrées). Les valeurs unitaires des produits transformés varient davantage que celles des fèves de cacao, ce qui peut s'expliquer par des différences dans les méthodes de transformation utilisées, les caractéristiques des produits, les normes de qualité applicables et la demande du marché. Si elles peuvent fluctuer en fonction des pays exportateurs, les valeurs unitaires sont systématiquement plus élevées pour les produits à base de cacao les plus transformés. Le même constat peut être fait lorsqu'on compare les valeurs unitaires du minerai de bauxite et de l'aluminium transformé. Dans les trois principaux pays exportateurs, à savoir la Guinée, l'Australie et l'Indonésie, la valeur unitaire du minerai de bauxite est comprise entre 0,04 dollar/kg et 0,06 dollar/kg ; la valeur unitaire de l'oxyde d'aluminium transformé est plus élevée, à environ 0,43 dollar/kg, et la transformation ultérieure en aluminium sous forme brute (allié ou non) porte la valeur unitaire à 3,28 dollars/kg. Les valeurs unitaires les plus élevées sont celles des tubes et tuyaux en alliage d'aluminium, qui oscillent entre 5,8 dollars/kg et 9,2 dollars/kg. Comme pour le cacao, les valeurs unitaires moyennes varient davantage entre les produits les plus transformés, parmi lesquels le degré de différenciation est donc plus élevé. Les mêmes constatations peuvent être faites lorsqu'on compare le gaz naturel aux engrais. La valeur unitaire du gaz naturel liquéfié est en moyenne de 0,92 dollar/kg, contre 1,3 dollar/kg pour le nitrate d'ammonium et 1,5 dollar/kg pour l'urée (fig. 3).

Figure 1

Fèves de cacao et produits à base de cacao : valeur unitaire dans les trois principaux pays exportateurs en 2022

(En dollars des États-Unis par kilogramme)



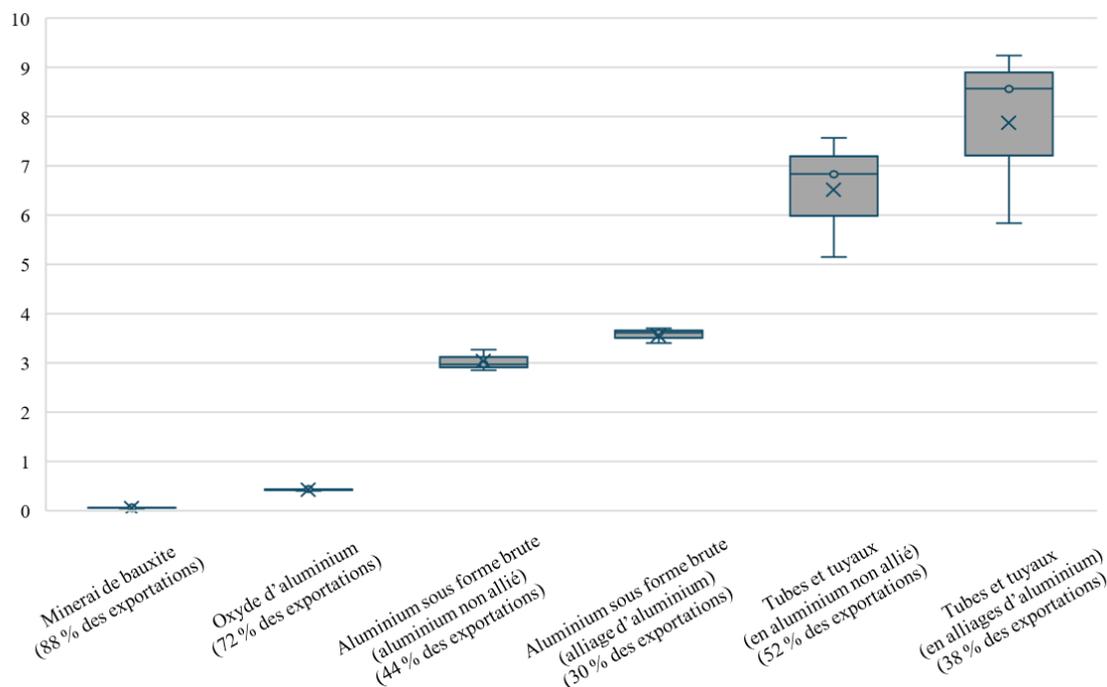
Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade.

Notes : Pour les fèves de cacao, les trois principaux pays exportateurs sont la Côte d'Ivoire, le Ghana et l'Équateur ; pour le beurre de cacao, le Royaume des Pays-Bas, l'Indonésie et la Malaisie ; pour les barres de chocolat fourrées, l'Allemagne, le Royaume des Pays-Bas et la Pologne ; pour les barres de chocolat non fourrées, l'Allemagne, la Suisse et la Pologne. Les valeurs unitaires ont été obtenues par division de la valeur marchande par le poids net, et sont celles des produits relevant des sous-positions du Système harmonisé suivantes : 180100, cacao en fèves et brisures de fèves, bruts ou torréfiés ; 180400, beurre, graisse et huile de cacao ; 180631, chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao, présentés en tablettes, barres ou bâtons, d'un poids inférieur ou égal à 2 kg, fourrés ; 180632, chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao, présentés en tablettes, barres ou bâtons, d'un poids inférieur ou égal à 2 kg, non fourrés.

Figure 2

Minerai d'aluminium et certains produits contenant de l'aluminium : valeur unitaire dans les trois principaux pays exportateurs en 2022

(En dollars des États-Unis par kilogramme)

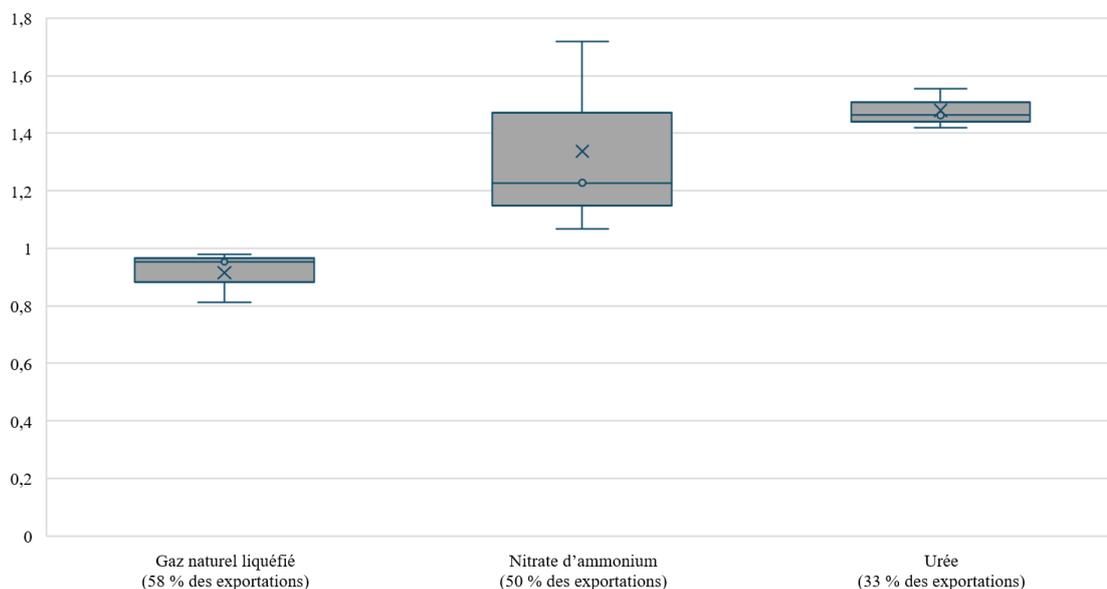


Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade.

Notes : Pour le minerai de bauxite, les trois principaux pays exportateurs sont la Guinée, l'Australie et l'Indonésie ; pour l'oxyde d'aluminium, l'Australie, le Brésil et l'Indonésie ; pour l'aluminium sous forme brute (en aluminium non allié), l'Inde, la Fédération de Russie et le Canada ; pour l'aluminium sous forme brute (en alliages d'aluminium), les Émirats arabes unis, la Norvège et le Canada ; pour les tubes et tuyaux en aluminium non allié, la Chine, les États-Unis d'Amérique et les Émirats arabes unis ; pour les tubes et tuyaux en alliages d'aluminium, la Chine, les États-Unis et l'Allemagne. Les valeurs unitaires ont été obtenues par division de la valeur marchande par le poids net, et sont celles des produits relevant des sous-positions du Système harmonisé suivantes : 260600, minerai de bauxite ; 281820, oxyde d'aluminium ; 760110, aluminium sous forme brute (aluminium non allié) ; 760120, aluminium sous forme brute (alliages d'aluminium) ; 760810, tubes et tuyaux (en aluminium non allié) ; 760820, tubes et tuyaux (en alliages d'aluminium).

Figure 3
Gaz naturel liquéfié et certains engrais : valeur unitaire dans les trois principaux pays exportateurs en 2022

(En dollars des États-Unis par kilogramme)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade.

Notes : Pour le gaz naturel liquéfié, les trois principaux pays exportateurs sont les États-Unis, l'Australie et le Qatar ; pour le nitrate d'ammonium, la Fédération de Russie, la Géorgie et la Bulgarie ; pour l'urée, Oman, la Fédération de Russie et le Qatar. Les valeurs unitaires ont été obtenues par division de la valeur marchande par le poids net, et sont celles des produits relevant des sous-positions du Système harmonisé suivantes : 271111, gaz naturel liquéfié ; 310230, nitrate d'ammonium, même en solution aqueuse ; 310210, engrais minéraux ou chimiques azotés – urée, même en solution aqueuse.

11. L'instabilité des prix des matières premières est un sérieux obstacle au développement économique. L'évolution cyclique des prix des produits de base, due par exemple aux conditions météorologiques ou aux cycles économiques, est relativement bien admise. Il reste qu'une instabilité inattendue ou excessive peut influencer sur les termes de l'échange, les taux de change, les flux de capitaux et les recettes publiques, et, ce faisant, réduire les budgets publics, rendre les investisseurs frileux et causer de l'instabilité économique, en particulier dans les pays en développement tributaires des produits de base⁸. La création de valeur ajoutée contribue à la production nationale d'une plus grande variété de biens ; cette diversification peut être une protection contre l'instabilité des prix, qu'elle atténue, et peut aider à rendre l'économie plus résiliente. Les produits transformés sont généralement moins exposés à l'instabilité des prix que les matières premières, car ils sont demandés dans un plus grand nombre de secteurs et par un plus grand nombre de partenaires commerciaux. Cette large assise permet d'amortir les chocs de la demande. Or, dans le cas de produits de base comme le cobalt, le lithium et le nickel, les marchés d'exportation et les marchés d'importation sont très concentrés⁹.

12. Il est possible de comparer l'instabilité des prix des matières premières et l'instabilité des prix des produits transformés, à l'aide des exemples du carbonate de lithium et des batteries au lithium-ion, et du pétrole brut et des polymères (fig. 4 et 5). Le coefficient de variation des prix mensuels (c'est-à-dire le rapport entre l'écart-type et la moyenne des prix constatés) est plus élevé pour le carbonate de lithium (0,96) que pour les batteries au lithium-ion, qui en sont un produit dérivé (0,29). Il est également plus élevé pour le pétrole brut (0,32) que pour les polymères comme l'éthylène, le propylène et le styrène (entre 0,19 et 0,21). Les prix du carbonate de lithium risquent davantage de varier, car ils dépendent de

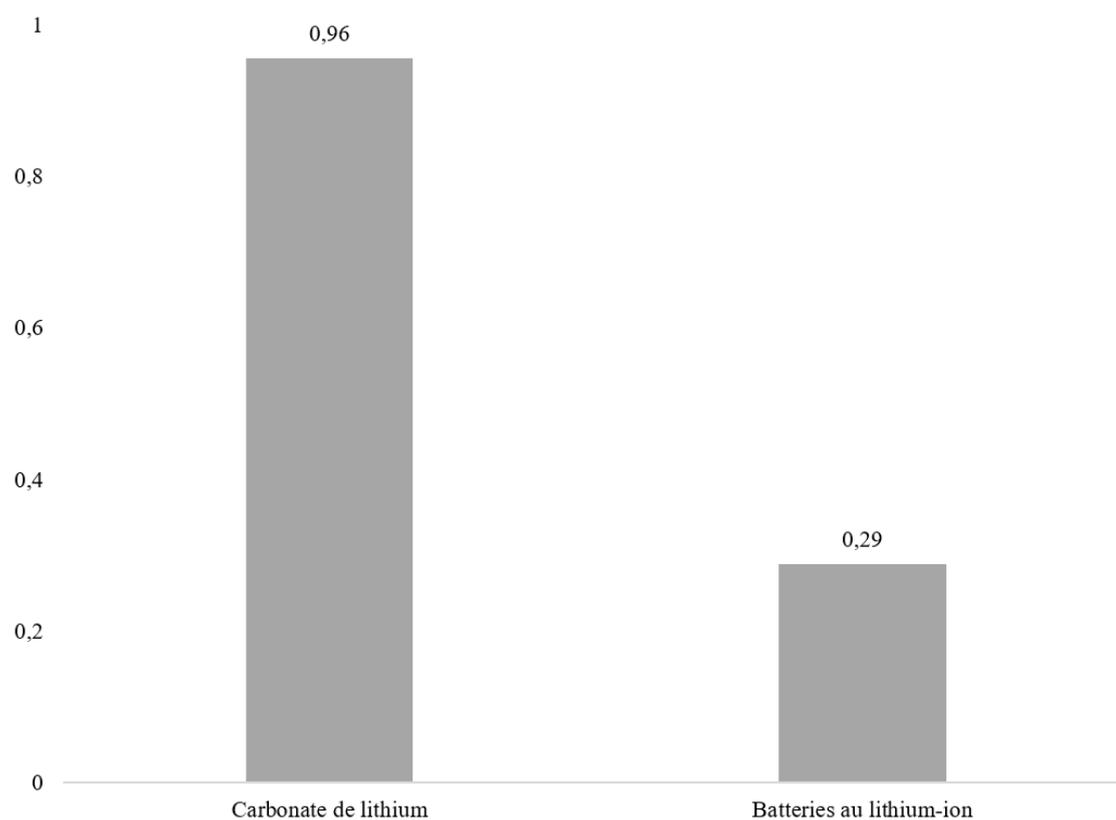
⁸ TD/B/C.I/MEM.2/57. Un pays en développement est dit tributaire des produits de base lorsque ses exportations de produits de base représentent au moins 60 % de la valeur de ses exportations totales.

⁹ TD/B/C.I/57 et TD/B/C.I/57/Corr.1.

l'évolution de la demande dans le principal pays exportateur, à savoir la Chine, tandis que les prix des batteries au lithium-ion auront plus de chances de rester stables, car ces batteries sont largement utilisées et les partenaires commerciaux dans le secteur de l'électronique grand public et des systèmes de stockage de l'énergie renouvelable sont relativement plus nombreux. De même, la demande de polymères issus du raffinage du pétrole tels que le polyéthylène et le polypropylène, devrait rester plutôt stable, car ces polymères sont utilisés dans divers secteurs et importés par plus un grand nombre de pays.

Figure 4

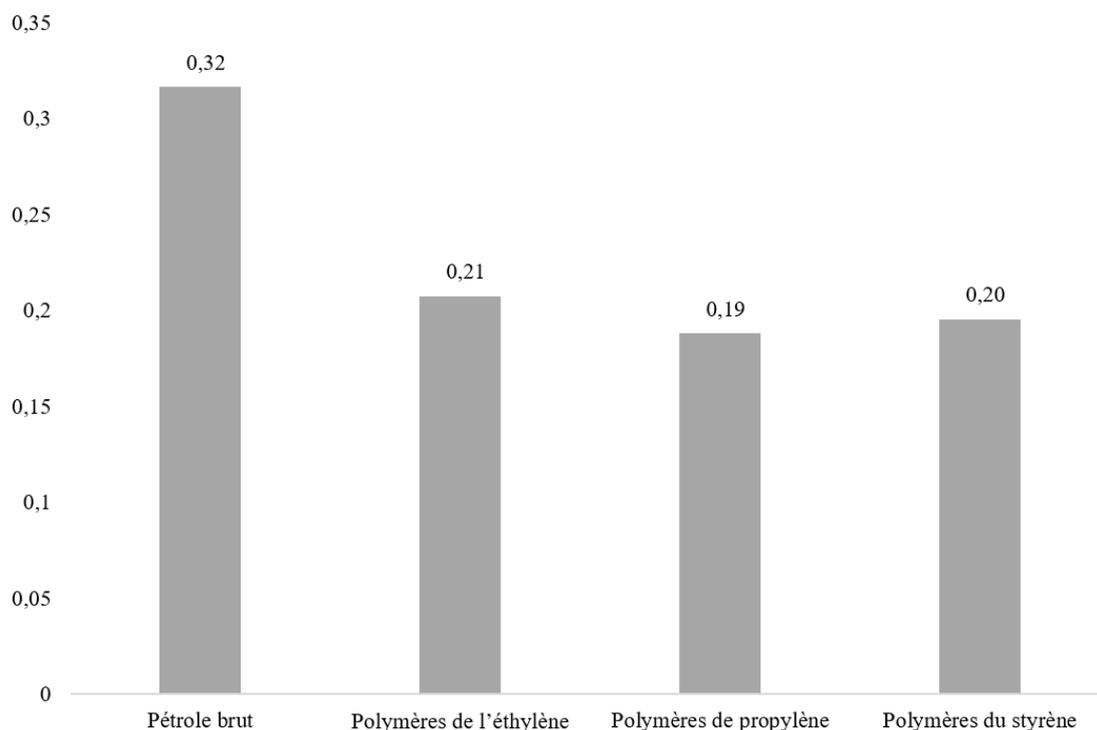
Carbonate de lithium et batteries au lithium-ion : instabilité des prix, 2019-2022



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données mensuelles issues de la base de données Comtrade.

Note : Sous-positions du Système harmonisé prises en considération : 283691, carbonate de lithium ; 850760, batteries au lithium-ion.

Figure 5
Pétrole brut et différents polymères : instabilité des prix, 2019-2022

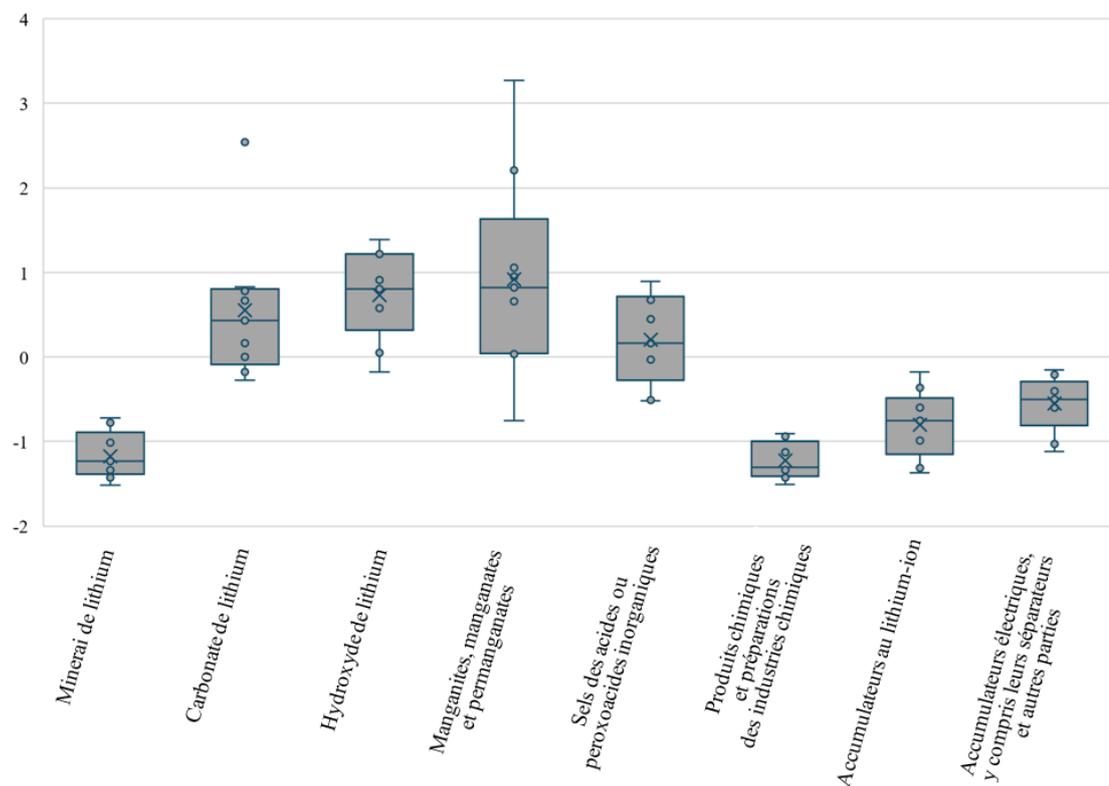


Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données mensuelles issues de la base de données Comtrade.

Note : Positions du Système harmonisé prises en considération : 2709, pétrole brut ; 3901, polymères de l'éthylène ; 3902, polymères de propylène ; 3903, polymères du styrène.

13. En créant de la valeur ajoutée, un pays élève son économie à un niveau de complexité supérieur par ses activités productives en aval. Autrement dit, il devient capable de produire des biens et des services plus élaborés et plus diversifiés. Ce faisant, il promeut l'innovation et gagne en compétitivité sur les marchés internationaux. Les produits très transformés à base de lithium sont un exemple de produits complexes (fig. 6). Les produits enrichis et plus transformés, tels que l'hydroxyde de lithium, le carbonate de lithium, les accumulateurs au lithium-ion et les manganites, sont d'une plus grande complexité économique que le minerai de lithium. Cette différence s'explique par les procédés techniques plus avancés et les activités de création de valeur ajoutée qui interviennent dans leur production. Entre le minerai de lithium et le carbonate de lithium, l'indice de complexité fait un bond. La valorisation initiale, qui passe par des opérations chimiques et métallurgiques qui nécessitent des machines et des connaissances plus spécialisées que l'exportation du minerai brut, contribue au développement des capacités productives, ce qui aura des retombées positives pour les secteurs en aval. Aux écarts de complexité entre les produits d'une même catégorie répondent des écarts dans les fourchettes de prix, ce qui peut s'expliquer par des différences dans les méthodes de transformation utilisées et dans les attributs des divers produits exportés. En dépit de ces écarts, il reste que la plupart des produits à base de lithium sont plus complexes que le minerai.

Figure 6
Minéral de lithium et produits à base de lithium : complexité des produits, 2022

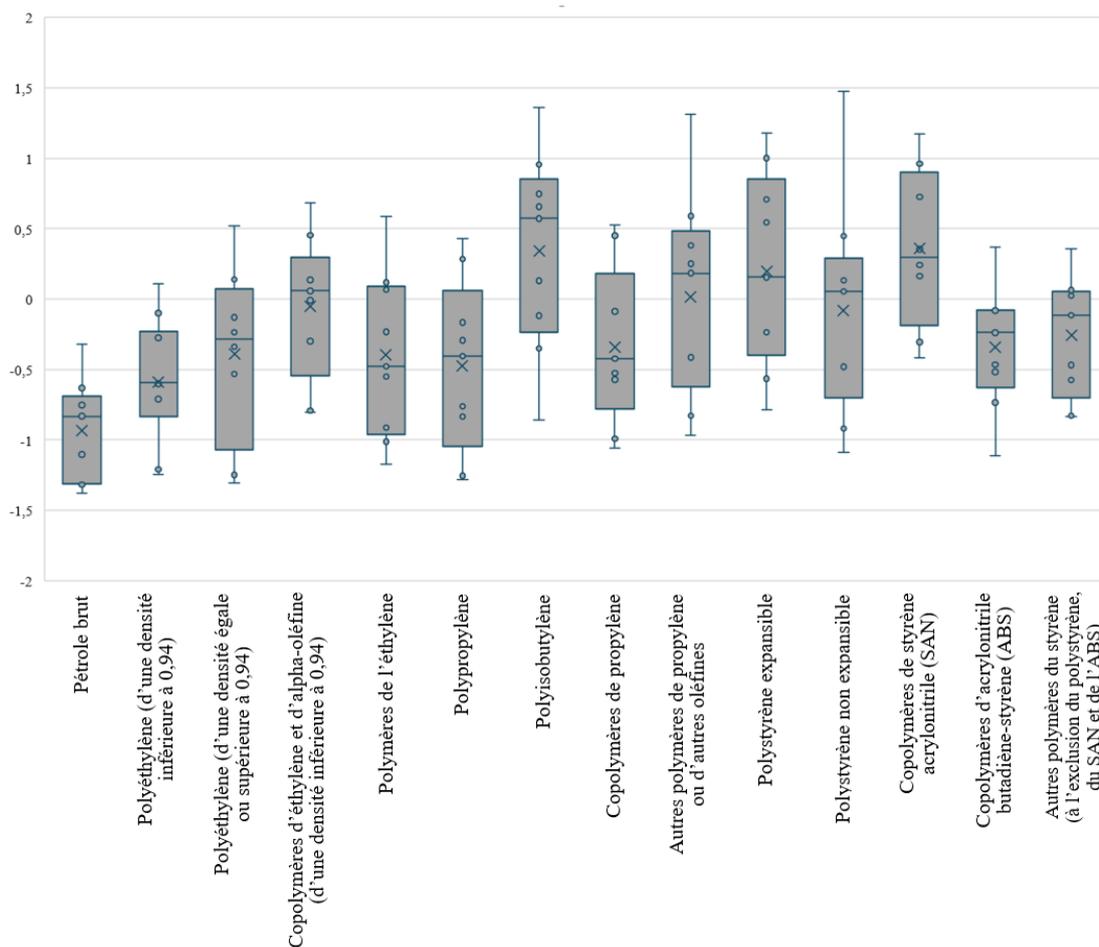


Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade.

Note : Une valeur de 0 correspond à la complexité moyenne du produit au niveau mondial et une valeur de 1 correspond à l'écart-type. Sous-positions du Système harmonisé prises en considération : 253090, minéral de lithium ; 283691, carbonate de lithium ; 282520, hydroxyde de lithium ; 284169, manganites, manganates et permanganates ; 284290, sels des acides ou peroxyacides inorganiques ; 382499, produits chimiques et préparations des industries chimiques ; 850760, accumulateurs au lithium-ion ; 850790, accumulateurs électriques, y compris leurs séparateurs et autres parties.

14. Les mêmes tendances peuvent être observées avec d'autres groupes de produits, par exemple les polymères issus du raffinage du pétrole (fig. 7). La transformation du pétrole brut en polyéthylène, polypropylène et styrène, par des opérations de raffinage et de polymérisation qui font appel au génie chimique et aux technologies pétrochimiques, élève le niveau de complexité économique. Il existe donc aussi un écart de complexité entre les matières premières et les produits raffinés dans le cas du pétrole, même s'il est moins marqué que dans le cas du lithium, ce qui montre bien l'importance de la technologie et du capital humain dans le processus de transformation.

Figure 7
Pétrole brut et polymères : complexité des produits, 2022

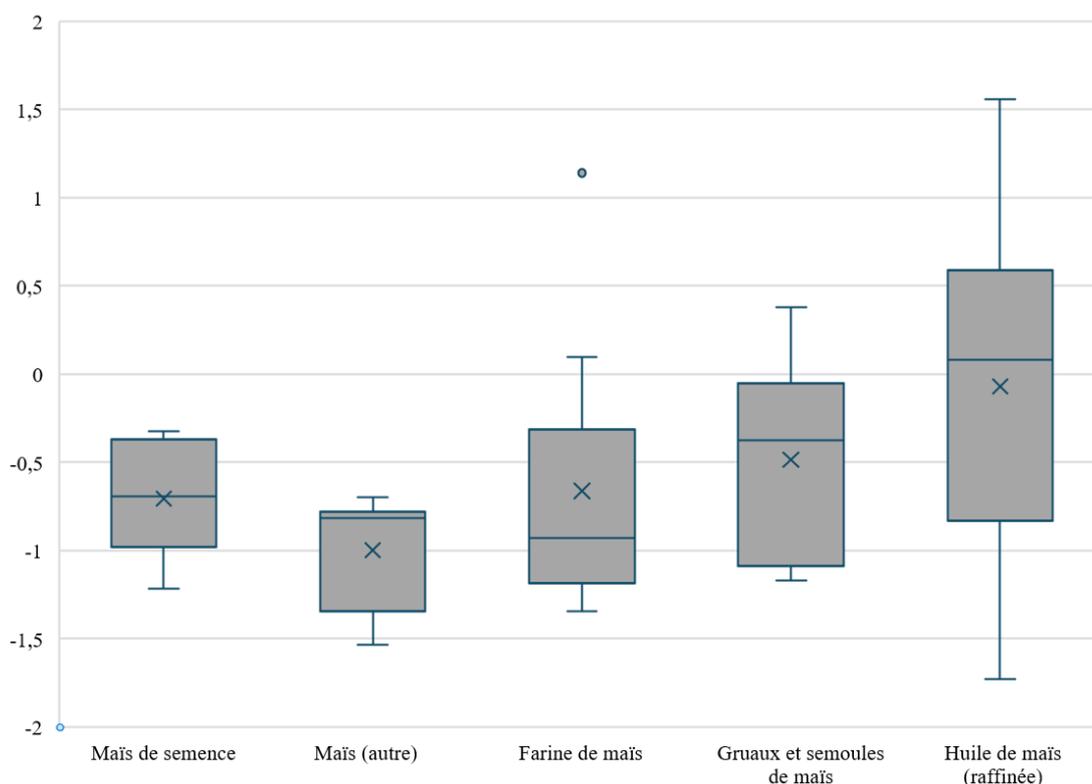


Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade.

Note : Une valeur de 0 correspond à la complexité moyenne du produit au niveau mondial et une valeur de 1 correspond à l'écart-type. Sous-positions du Système harmonisé prises en considération : 270900, pétrole brut ; 390110, polymères de l'éthylène, sous formes primaires – polyéthylène d'une densité inférieure à 0,94 ; 390120, polymères de l'éthylène, sous formes primaires – polyéthylène d'une densité égale ou supérieure à 0,94 ; 390140, polymères de l'éthylène, sous formes primaires – copolymères d'éthylène et d'alpha-oléfine d'une densité inférieure à 0,94 ; 390190, autres polymères de l'éthylène ; 390210, polypropylène ; 390220, polyisobutylène ; 390230, copolymères de propylène ; 390290, autres polymères de propylène ou d'autres oléfines ; 390311, polystyrène expansible ; 390319, polystyrène non expansible ; 390320, copolymères de styrène-acrylonitrile (SAN) ; 390330, copolymères d'acrylonitrile-butadiène-styrène (ABS) ; 390390, autres polymères du styrène, sous formes primaires (à l'exclusion de l'ABS, du polystyrène et du SAN).

15. En ce qui concerne le maïs, on gagne en complexité par rapport au maïs brut en produisant de la farine de maïs et de la semoule de maïs, mais bien plus encore en produisant de l'huile de maïs (fig. 8). De fait, l'huile de maïs est obtenue à l'issue d'un processus de transformation plus poussé, qui suppose l'extraction et le raffinage du maïs brut au moyen de machines spécialisées. Des produits plus complexes sont le signe que les capacités productives et technologiques nécessaires à la diversification de l'économie sont plus grandes. En produisant des produits plus élaborés, un pays se donne la possibilité de se doter d'une base industrielle solide, d'être présent dans des secteurs plus innovants et de se positionner sur des marchés plus concurrentiels.

Figure 8
Maïs et produits à base de maïs : complexité des produits, 2022



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade.

Note : Une valeur de 0 correspond à la complexité moyenne du produit au niveau mondial et une valeur de 1 correspond à l'écart-type. Sous-positions du Système harmonisé prises en considération : 100510, maïs de semence ; 100590, maïs (autre) ; 110220, farine de maïs ; 110313, gruaux et semoules de maïs ; 151529, huile de maïs (raffinée).

II. Exemples de création de valeur ajoutée dans des pays en développement tributaires des produits de base

16. On trouvera dans le présent chapitre des exemples de création de valeur ajoutée dans des pays en développement tributaires de différents groupes de produits de base, à savoir les produits de base agricoles, les minéraux et les produits de base énergétiques, ainsi que les enseignements à en tirer. Il ressort de ces exemples qu'en adoptant des mesures ciblées, en bénéficiant de l'appui des institutions et en associant plusieurs produits de base, les pays considérés ont pu passer de l'exportation de produits bruts à celle de produits à plus forte valeur ajoutée. Les différents moyens utilisés à cette fin sont mis en évidence dans chaque exemple.

A. Exemples par pays

1. Colombie : secteur du café

17. La Colombie est l'un des principaux producteurs et exportateurs de café. Il est le deuxième producteur mondial de café arabica (11,3 %), après le Brésil (44,5 %) ¹⁰. En 2022, le café vert représentait 87,4 % de la valeur des exportations colombiennes de café, c'est-à-dire 4,2 milliards de dollars. Le café vert désigne les grains de café nus, obtenus après élimination de la pellicule argentée, mais avant torréfaction ¹¹. Outre le café vert, la Colombie

¹⁰ D'après des données de l'Organisation internationale du café pour l'année caféière 2022/23.

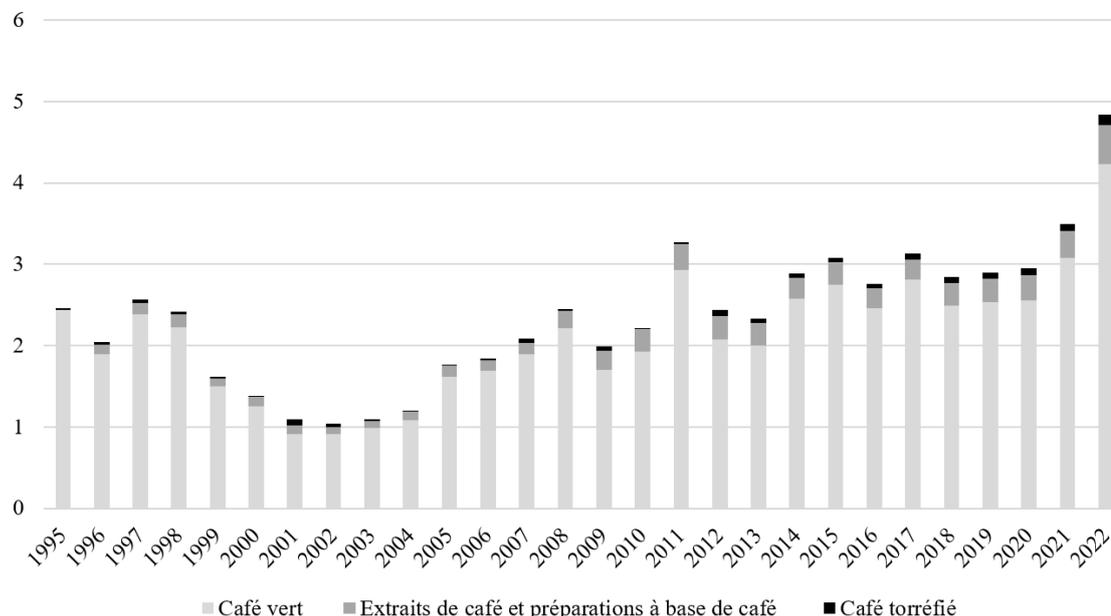
¹¹ Voir <https://www.ico.org/glossary.asp>.

exporte du café marchand, notamment du café soluble et du café torréfié à l'origine, dont les exportations ont atteint les montants de 478 millions de dollars et de 130 millions de dollars en 2022 (fig. 9).

Figure 9

Colombie, exportations de café, par catégorie de produit, 1995-2022

(En milliards de dollars des États-Unis)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade.

Note : Sous-positions du Système harmonisé prises en considération : 090111 et 090112, café vert ; 210111 et 210112, extraits de café et préparations à base de café ; 090121 et 090122, café torréfié.

18. En faisant la promotion d'un café torréfié à l'origine de plus haute gamme, sous la marque « Juan Valdez », et en étendant sa commercialisation grâce à un réseau de détaillants, de magasins franchisés et de plateformes de commerce électronique dans les pays importateurs, la Colombie est parvenue à accroître la valeur de ses exportations de café. Fondée en 1927, la Fédération colombienne des producteurs de café soutient ses 360 000 membres affiliés en leur proposant divers services, tels que des garanties d'achat, une assistance technique, des possibilités de formation, des prêts et des projets de certification, afin d'améliorer la qualité du café¹². Elle supervise d'autres organismes d'appui, notamment le Centre national de recherche sur le café et le Fonds national du café, créé en 1940 et chargé de financer les biens et les services publics qu'elle offre aux caféiculteurs par prélèvement d'une contribution sur chaque livre (0,45 kg) de café exporté par ses membres¹³. En 1959, la Fédération colombienne des producteurs de café a créé le personnage de Juan Valdez dans le but de différencier le café d'origine colombienne des autres mélanges de café. En 2002, elle a créé une entreprise privée qui a développé les points de vente à l'étranger et établi des magasins franchisés « Juan Valdez », d'abord en Colombie, puis dans le monde entier. En 2022, le bénéfice d'exploitation de cette entreprise s'est élevé à 130,3 millions de dollars, les ventes en magasin représentant 73 millions de dollars et les ventes à l'international 24,3 millions de dollars (19 % des ventes totales)¹⁴. Depuis 2024, les produits « Juan Valdez » sont disponibles dans 13 475 points de vente et 551 magasins spécialisés et sur des plateformes de commerce électronique dans 40 pays. Cela a dopé la demande mondiale de produits à base de café colombien et permis aux caféiculteurs du pays de capturer plus de valeur en aval en participant aux bénéfices générés par les ventes au détail.

¹² Voir <https://federaciondefeteros.org/wp/federacion/estructura/>.

¹³ Voir <https://federaciondefeteros.org/wp/conceptos-generales-fonc/>.

¹⁴ Voir <https://www.juanvaldezcafe.cl/quien-es-juan-valdez-la-historia-detras-del-personaje/>, <https://juanvaldez.com/franquiciados-2/> et <https://federaciondefeteros.org/app/uploads/2023/08/2022-FNC-Mgmt.-Report.pdf>.

Environ 18 000 caféiculteurs sont actionnaires de l'entreprise privée et profitent de l'appréciation des actions¹⁵.

19. Sous l'égide de la Fédération colombienne des producteurs de café, le cadre institutionnel unique qui régit la production et la commercialisation du café en Colombie a facilité la mise en place de mécanismes de création de valeur ajoutée. En outre, les pouvoirs publics sont intervenus, par l'intermédiaire de politiques de développement rural ou de mesures de soutien aux caféiculteurs, telles que les programmes « Agro Ingreso Seguro 2006-2008 » et « Apoyo al Ingreso del Caficultor », qui subventionnent les expéditions de café¹⁶. En 2022, le Ministère de l'agriculture et du développement rural a instauré un système de lignes de crédit à l'intention des petits et moyens producteurs de café, lequel a permis d'accorder 300 crédits par jour en moyenne pendant la seule année 2024¹⁷.

2. Ouganda : Secteur des sous-produits du coton

20. En Ouganda, le coton est une culture commerciale traditionnelle, qui procure des revenus directs et indirects à environ 2,5 millions de personnes. En 1994, à la suite de la libéralisation du secteur du textile et de l'habillement, l'industrie du coton a connu des difficultés opérationnelles qui l'ont empêchée d'être compétitive sur les marchés internationaux¹⁸. D'après la base de données Comtrade, 84 % en moyenne du coton qui a été exporté par l'Ouganda pendant la période 1995-2000 l'a été sous la forme de fibres brutes.

21. À partir des années 2000, l'Ouganda a pris des mesures destinées à attirer les investissements dans la transformation du coton en vue de la création de valeur ajoutée. Ces mesures ont pris la forme d'incitations telles que des allègements fiscaux et des exonérations de droits de douane, notamment pour le matériel et les engrais, et d'un subventionnement de l'électricité à partir de 2015, afin que la transformation soit économiquement viable¹⁹. Un certain nombre de ces mesures ont été financées par le budget national. Bien que la matière première ne manquât pas, les transformateurs locaux peinaient à s'approvisionner sans discontinuité, car les filatures du pays préféraient souvent signer des contrats d'exportation à long terme, en dollars. Pour régler le problème, le pays s'est doté d'un fonds renouvelable des stocks de sécurité de fibres de coton²⁰. Grâce à ces mesures, deux filatures poursuivent leurs activités depuis plus d'une décennie et transforment environ 5 % de la production nationale de fibres en produits à plus forte valeur ajoutée, comme que les fils et tissus de coton (d'après des données de la base de données Comtrade pour la période 2012-2021). Les pouvoirs publics ont fourni une assistance technique et une formation, notamment en ce qui concerne les technologies de production, l'établissement des cultures, la lutte phytosanitaire et la gestion des sols, sous la direction de l'Organisation pour le développement du coton²¹.

22. Les exportations de coton cardé et peigné ont augmenté, de même que les exportations de biens intermédiaires dérivés du coton brut, dont la valeur est passée de 7,6 millions de dollars en 2000 à 49 millions de dollars en 2019 (fig. 10). Même si des difficultés subsistent, les mesures prises montrent combien l'intervention de l'État est nécessaire pour lever les obstacles à la création de valeur ajoutée. Un élément essentiel de la stratégie appliquée par l'Ouganda est de conserver suffisamment de coton pour que l'industrie locale puisse

¹⁵ Voir <https://juanvaldez.com/franquiciados-y-distribuidores/#>.

¹⁶ Voir <https://www.ilo.org/publications/user-guide-complete-case-study-colombia> et Lora E., Melendez M., Tommasi M., 2013, « Las instituciones cafeteras », dans Echavarría J. J., Esguerra P., McAllister D. et Robayo C. F., *Informe de la Misión de Estudios Para la Competitividad de la Caficultura en Colombia*, disponible à l'adresse <https://imgcdn.larepublica.co/cms/2014/10/20234641/2014-10-01%20INFORME%20FINAL%20%281%29%20ALTA%20COMISION%20Echavarria.pdf>.

¹⁷ Voir <https://www.minagricultura.gov.co/noticias/Paginas/En-2024-se-han-tramitado-300-cr%C3%A9ditos-cada-d%C3%ADa,-en-promedio,-para-caficultores.aspx>.

¹⁸ CNUCED, 2017, *Cotton and its by-products in Uganda*, disponible à l'adresse <https://unctad.org/project/promoting-cotton-products-eastern-and-southern-africa>.

¹⁹ Ibid. Voir <https://worldbusinessjournal.com/cdo-leads-way/> et <https://www.ugandainvest.go.ug/wp-content/uploads/2024/01/Tax-Incentive-Guide-2.pdf>.

²⁰ Voir <https://budget.finance.go.ug/sites/default/files/Sector%20Spending%20Agency%20Budgets%20et%20Performance/Cotton%20Development%20Organization.pdf>.

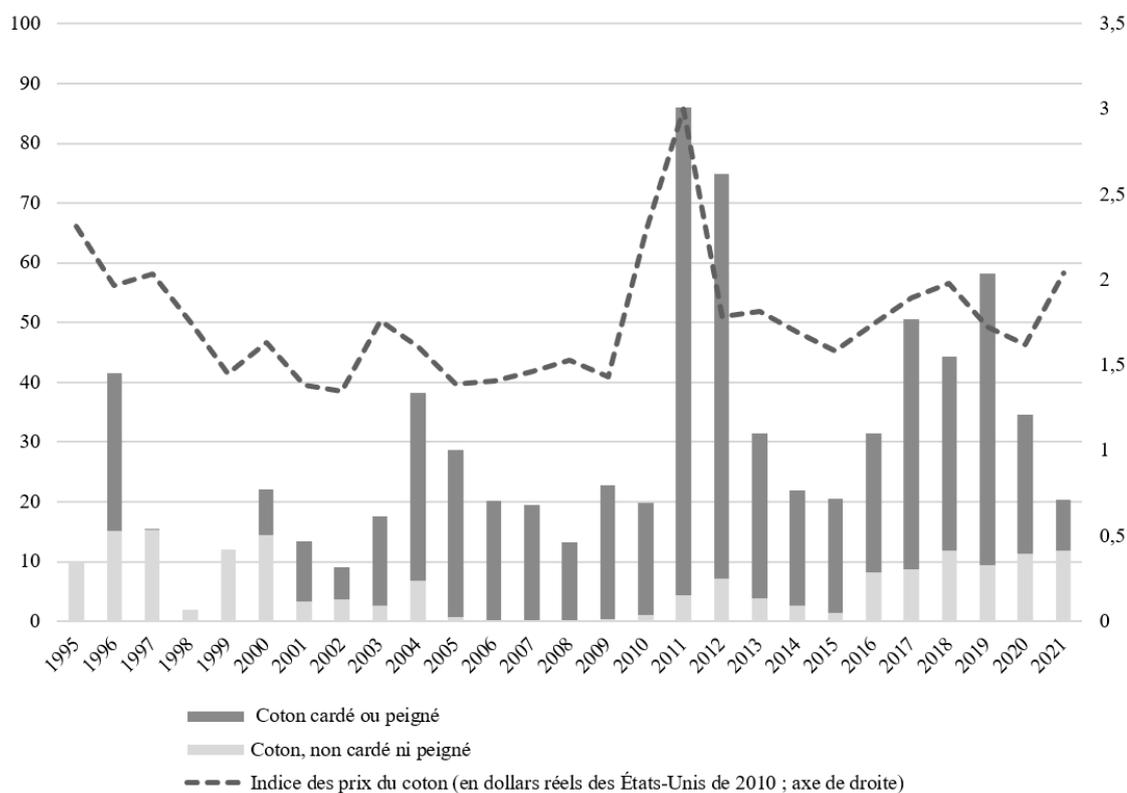
²¹ Ibid.

fonctionner, car les filatures de coton ont une importance déterminante pour le secteur national du textile et de l'habillement. L'Ouganda cherche à s'emparer de créneaux commerciaux, comme celui de la fourniture d'uniformes de la fonction publique, sur le marché intérieur et sur le marché africain dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine²².

Figure 10

Ouganda, exportations de coton, par catégorie de produit, 1995-2022

(En milliards de dollars des États-Unis)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade et les données de la Banque mondiale sur les prix du coton (« Pink Sheet »).

Note : Positions du système harmonisé prises en considération : 5201, coton non cardé ni peigné ; 5203, coton cardé ou peigné.

3. Indonésie : Activités en aval dans le secteur du nickel

23. En 2022, l'Indonésie produisait 48 % du nickel mondial²³. Sa politique minière, en particulier celle qui s'applique au minerai de nickel, vise à développer la production de biens manufacturés en aval et la création de valeur ajoutée à l'intérieur du pays. En janvier 2020, l'Indonésie a rétabli l'interdiction d'exporter du minerai de nickel non transformé et exigé des acheteurs étrangers qu'ils investissent dans ses fonderies et dans ses activités locales de transformation. Cette mesure s'inscrivait dans un ensemble plus large de mesures devant favoriser la création de valeur ajoutée et consistant en des incitations fiscales, des mesures de promotion de l'investissement et la simplification des procédures administratives. Les investissements étrangers directs ont augmenté sensiblement et atteint 22 milliards de dollars en 2022. Une partie de ce montant a servi à la création de cinq nouvelles fonderies et, ce faisant, a contribué à l'accroissement des exportations de nickel transformé²⁴. Les

²² Voir Fundira T., 2022, *Promoting the textiles and clothing value chain: Role of the African Continental Free Trade Area*, Trade Law Centre Trade Report n° 2.

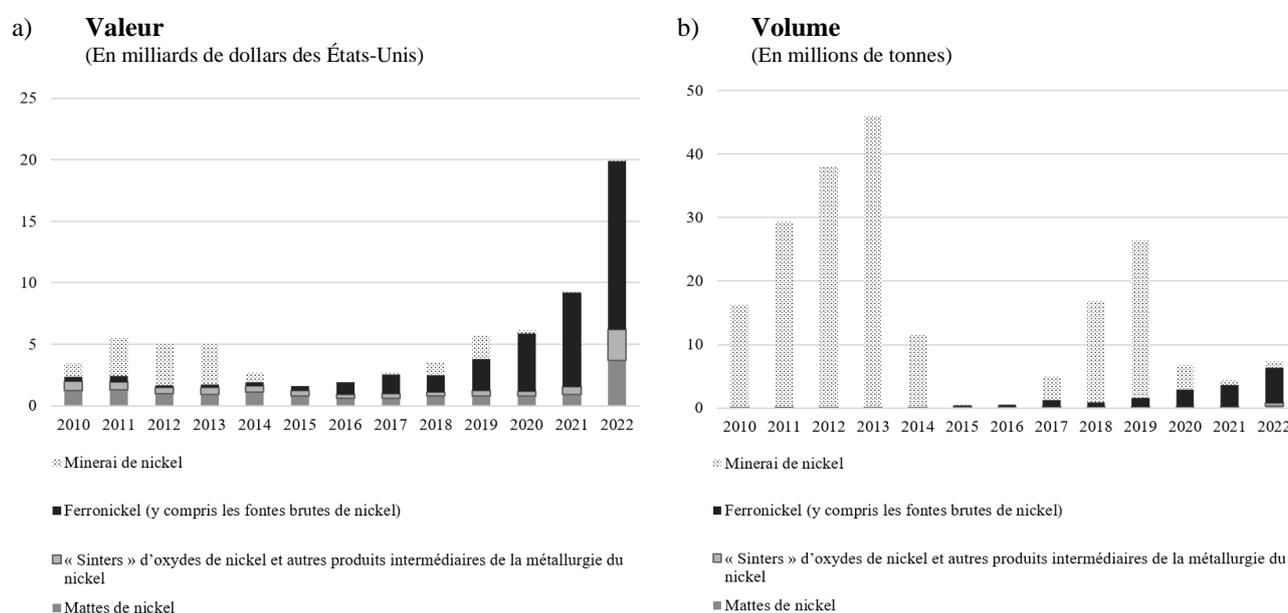
²³ Voir <https://www.usgs.gov/publications/mineral-commodity-summaries-2023>.

²⁴ Fonds monétaire international, 2023, *Indonesia*, disponible à l'adresse <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2023/06/22/Indonesia-2023-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-535060>. D'après la base de données Comtrade. Exportations de nickel

investissements, en grande partie effectués par la Chine, ont permis à l'Indonésie d'adopter plus rapidement la technique de la lixiviation acide à haute pression, qui permet d'exploiter des minerais à faible teneur en nickel²⁵. Ils ont facilité le transfert des technologies nécessaires à la récupération de nickel dans la limonite et la saprolite, à teneur plus élevée, ce qui a rendu le nickel indonésien très compétitif²⁶. Après l'introduction de l'interdiction d'exporter du nickel non transformé et d'autres mesures d'aide à la création de valeur ajoutée, qui ont encouragé la transformation et la fusion sur site, la création de valeur dans le secteur des minéraux est passée de 1,1 milliard de dollars en 2019 à 20,8 milliards de dollars pour la seule année 2021²⁷. En outre, les recettes fiscales provenant des activités en aval sont passées de 266 millions de dollars en 2019 à 1,3 milliard de dollars en 2022²⁸.

24. L'Indonésie est passée de l'exportation de grandes quantités de minerai de nickel à celle de produits semi-finis à plus forte valeur ajoutée (fig. 11). Les produits transformés à base de nickel, tels que le ferronickel, l'oxyde de nickel et les mattes de nickel, ont une valeur marchande et un avantage économique bien supérieurs à ceux du minerai de nickel, qui est exporté en plus petites quantités depuis 2020.

Figure 11

Indonésie, exportations de produits du nickel, en valeur et en volume, 2010-2022

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade.

Note : Sous-positions du Système harmonisé prises en considération : 260400, minerais de nickel et leurs concentrés ; 720260, ferronickel (y compris les fontes brutes de nickel) ; 750120, « sinters » d'oxydes de nickel et autres produits intermédiaires de la métallurgie du nickel ; 750110, mattes de nickel.

transformé relevant des sous-positions du Système harmonisé suivantes : 282540, 750110, 750120 et 750210.

²⁵ Fonds monétaire international, 2023. Voir <https://www.csis.org/analysis/indonesias-nickel-industrial-strategy>.

²⁶ Voir <https://www.spglobal.com/marketintelligence/en/news-insights/latest-news-headlines/indonesias-nickel-processing-boom-raises-questions-over-tailings-disposal-75180844>.

²⁷ Voir <https://asiatimes.com/2023/07/indonesias-mineral-export-bans-face-hot-global-fire>.

²⁸ Seto S. H., 2024, *Critical minerals value added policies: Indonesia's story*, présenté à la quatorzième session de la Commission du commerce et du développement, 22-26 avril, disponible à l'adresse <https://unctad.org/meeting/trade-and-development-commission-fourteenth-session>.

25. L'Indonésie a mis en œuvre des mesures ciblées de promotion de l'investissement, a renforcé sa coopération avec la Chine, premier investisseur dans le secteur minier depuis 2013, et a créé le parc industriel de Morowali²⁹. Compte tenu de l'emplacement des mines, les investissements de qualité ont été effectués à l'extérieur de Java, l'île la plus peuplée et où se trouve la capitale, ce qui a contribué à accélérer la croissance économique d'autres régions en développement. Par exemple, le produit intérieur brut a augmenté considérablement entre 2019 et 2022 dans les régions de Morowali (de 9,6 milliards de dollars à 19,9 milliards de dollars) et du centre de l'île de Halmahera (de 428 millions de dollars à 2,9 milliards de dollars)³⁰. En lien avec les activités en aval, de nouveaux établissements d'enseignement supérieur ont été créés et des programmes universitaires mis en place afin d'aider à développer le capital humain. Le but est de garantir une plus grande participation des travailleurs locaux à l'activité économique, de manière à asseoir le développement du pays. Pour créer encore de la valeur ajoutée, l'Indonésie envisage de procéder de même à l'égard d'autres matières premières, autrement dit de prendre un vaste ensemble de mesures, y compris des mesures commerciales restrictives, comme elle l'a fait en 2023, en interdisant l'exportation de bauxite et en élevant les taux des droits d'exportation de divers métaux non transformés³¹.

4. Brésil : Programme national de production d'éthanol

26. En 1975, en pleine crise pétrolière mondiale, le Brésil a lancé un programme national de production d'éthanol-carburant à partir de la canne à sucre afin de devenir moins tributaire des importations de pétrole³². Avec ce programme, le pays tendait à renforcer sa sécurité énergétique, à réduire ses dépenses en devises, à développer le secteur national des biens d'équipement, à promouvoir l'emploi et à assurer sa croissance économique³³. Il s'agissait également d'encourager l'innovation technologique et d'ajouter de la valeur au secteur de la canne à sucre et des biocarburants.

27. Le Brésil a pris plusieurs mesures en vue de développer la production d'éthanol. Par exemple, une entreprise publique s'est engagée à acheter une certaine quantité d'éthanol afin de stabiliser le marché et de limiter les risques pour les producteurs³⁴. Les entreprises agroalimentaires ont bénéficié d'incitations, telles que des prêts à faible taux d'intérêt, afin que leurs coûts s'en trouvent réduits et qu'elles deviennent plus compétitives. En outre, les prix de l'éthanol ont été fixés en fonction des prix du sucre afin qu'il soit indifférent pour les producteurs de transformer la canne à sucre en sucre ou en éthanol³⁵. Ces mesures ont été financées grâce à l'application de taxes élevées sur l'essence et à l'obtention d'un prêt auprès de la Banque mondiale³⁶. Elles ont encouragé la culture de la canne à sucre et la construction de distilleries chargées de transformer celle-ci en éthanol. En conséquence, la production

²⁹ Voir <https://carnegieendowment.org/research/2023/04/how-indonesia-used-chinese-industrial-investments-to-turn-nickel-into-the-new-gold?lang=en>.

³⁰ Calculs du secrétariat de la CNUCED (en dollars des États-Unis de 2023), d'après Indonesia, Statistics, 2024, *Gross regional domestic product of regencies/municipalities in Indonesia 2019-2023*, disponible à l'adresse <https://www.bps.go.id/en/publication/2024/06/07/f90b4d2293193647cf2faee1/gross-regional-domestic-product-of-regencies-municipalities-in-indonesia-2019-2023.html>.

³¹ Voir <https://www.globaltradealert.org/state-act/63654/indonesia-government-announced-an-export-ban-on-bauxite> et <https://www.globaltradealert.org/state-act/76553/indonesia-government-changed-export-duties-on-several-minerals>. L'augmentation des droits d'exportation concerne les métaux non transformés suivants : cuivre, fer, plomb et zinc.

³² Goldemberg J., 2008, « The Brazilian biofuels industry », *Biotechnology for Biofuels*, (1):6.

³³ Stolf R. et Rodrigues de Oliveira A. P., 2020, « The success of the Brazilian alcohol programme: A decade-by-decade brief history of ethanol » dans Brazil, *Engenharia Agrícola*, 40:243-248.

³⁴ Goldemberg, 2008.

³⁵ Voir <https://www.gov.uk/research-for-development-outputs/ella-policy-brief-government-intervention-to-strengthen-the-ethanol-sector-lessons-from-brazil>.

³⁶ Ibid. ; voir Banque mondiale, 1981, *Report and Recommendation of the President of the International Bank for Reconstruction and Development to the Executive Directors on a proposed loan to the Federative Republic of Brazil for an alcohol and biomass energy development project*.

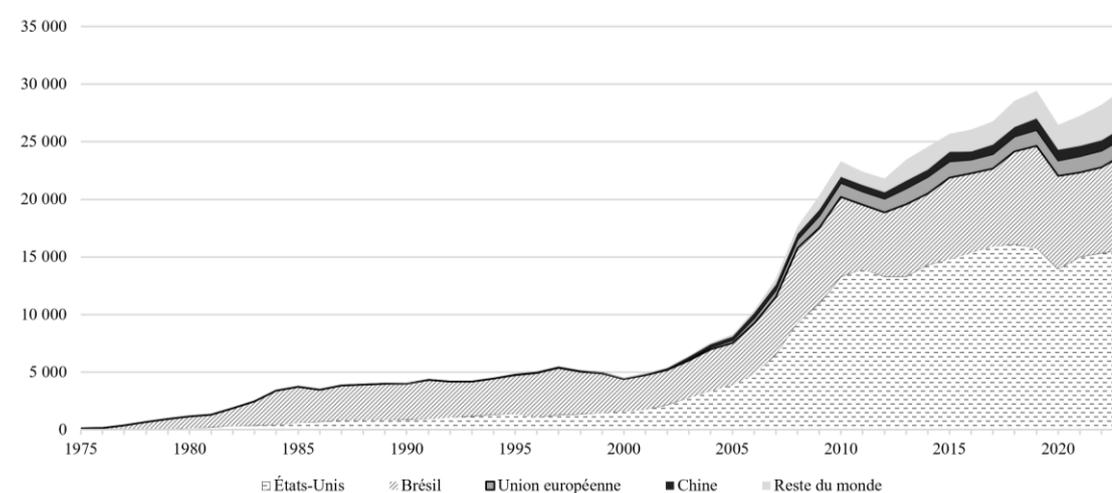
d'éthanol est passée de 147 millions de gallons (environ 556 500 m³) en 1975 à 894 millions de gallons (environ 339 000 m³) en 1979³⁷.

28. Les autorités ont imposé que l'essence soit composée d'au moins 20 % d'éthanol, ce qui a encore stimulé la production d'éthanol et encouragé l'innovation parmi les constructeurs automobiles et les producteurs de carburant. Cette teneur obligatoire en éthanol a évolué au fil des ans : depuis 2015, elle est de 27 %³⁸. Les mesures appliquées ont permis des avancées technologiques allant au-delà de la transformation de la canne à sucre, notamment, en 2003, la mise au point de moteurs polycarburants, capables de fonctionner avec n'importe quel mélange d'essence et d'éthanol³⁹. L'introduction de cette technologie a contribué à la diversification de l'activité économique et à la création d'emplois dans le secteur de la construction automobile. Environ 80 % du parc automobile brésilien est composé de véhicules polycarburants, ce qui fait estimer la valeur de ce marché à 19,8 milliards de dollars en 2024⁴⁰. Le Brésil est le deuxième producteur d'éthanol après les États-Unis, qui utilisent le maïs comme biocarburant. En 2022, la valeur des exportations brésiliennes d'éthanol s'est élevée à 1,9 milliard de dollars (fig. 12 et 13).

Figure 12

Production mondiale d'éthanol par pays ou région, 1975-2023

(En millions de gallons)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données de la Renewable Fuels Association et du Département de l'énergie des États-Unis pour la période 2007-2023 et de Brown, 2011, pour la période 1975-2006.

³⁷ Ibid. ; voir Brown L. R., 2011, *World on the Edge: How to Prevent Environmental and Economic Collapse* (Earth Policy Institute, Université Rutgers, États-Unis).

³⁸ Voir <https://www.iea.org/policies/2021-ethanol-blending-mandate>.

³⁹ Voir <https://oxfambelgique.be/publications/belgian-consumption-sugarcane-ethanol-brazil-and-peru>.

⁴⁰ Voir <https://www.coherentmarketinsights.com/industry-reports/brazil-flexfuel-market>.

Figure 13
Brésil, exportations d'éthanol, valeur marchande et volume, 1990-2022



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Comtrade.

Note : Actuellement, le bioéthanol destiné à la production de biocarburant n'existe pas en tant que tel dans la nomenclature douanière. Il est considéré comme relevant de la position 2207 du Système harmonisé, à laquelle appartiennent l'alcool dénaturé et l'alcool non dénaturé, qui peuvent tous deux être utilisés pour la production de biocarburants.

B. Enseignements et autres exemples

29. Étant donné l'étendue de son marché intérieur, la Colombie a commencé par asseoir la consommation du café « Juan Valdez » parmi sa population, avant de chercher à l'étendre à l'international. Cette stratégie repose sur l'idée qu'il importe pour un pays de déterminer les biens de spécialité et les marchés de niche qu'il pourra exploiter afin de différencier ses produits de ceux de la concurrence et de créer de la valeur ajoutée. En ouvrant des points de vente au détail et des cafés, la Colombie a inscrit le café colombien dans un écosystème allant de la culture et de la transformation des grains de café à la fourniture de services, ce qui a contribué à la croissance économique et à la création d'emplois dans plusieurs secteurs.

30. L'exemple de l'Indonésie montre l'importance des mesures de promotion de l'investissement et de la cohérence des politiques. Il était essentiel que le pays se dote d'un programme précis pour attirer les investissements étrangers directs, ce qui a impliqué d'établir quels étaient les principaux acteurs, investisseurs et innovateurs dans le secteur des activités extractives. Cette démarche ciblée a facilité des transferts de technologies qui, en permettant l'extraction à la fois de minerais riches en nickel et de minerais pauvres en nickel, ont rendu le nickel indonésien plus compétitif. Il est important de saisir de quels avantages comparatifs un pays peut se prévaloir dans une chaîne de valeur pour juger de la faisabilité et de la rentabilité des projets de création de valeur ajoutée. En interdisant les exportations de nickel, l'Indonésie a incité ceux qui souhaitaient maintenir un accès au minerai brut à investir. Cette interdiction n'était pas une mesure isolée. Elle s'inscrivait dans un ensemble plus large de mesures destinées à créer des conditions propices à l'investissement et à développer le capital physique et humain, car, pour que la main-d'œuvre locale profite des retombées des investissements étrangers directs, il fallait qu'elle renforce ses capacités dans les secteurs en aval. Le recours à des mesures commerciales restrictives doit être mûrement réfléchi et apprécié au regard des règles de l'Organisation mondiale du commerce. L'adoption de mesures qui faussent le commerce doit être évitée, mais on ne peut ignorer que, pour les pays en développement, le manque de marge d'action budgétaire est un obstacle

au développement qui reste à lever. Les restrictions au commerce peuvent susciter des inquiétudes au niveau international. En 2019, l'Union européenne, préoccupée par la décision de l'Indonésie d'interdire l'exportation de nickel et par les répercussions de cette interdiction sur l'industrie sidérurgique communautaire, a saisi l'Organisation mondiale du commerce. L'Indonésie a notifié sa décision de former recours, mais la date de la procédure n'a toujours pas été établie, l'Organe d'appel n'étant pas opérationnel⁴¹. La réussite des mesures prises par l'Indonésie dépend de plusieurs facteurs, notamment de la substituabilité du minerai concerné et de sa disponibilité sur d'autres marchés. La CNUCED l'a bien montré dans un document sur les enseignements tirés de l'interdiction des exportations de nickel en 2014-2017 : si cette interdiction avait porté ses fruits et permis à l'Indonésie de créer de la valeur ajoutée, c'est en partie parce que le minerai de nickel latéritique indonésien utilisé dans le processus de fonte brute n'a pas de substitut⁴². En revanche, l'interdiction concomitante des exportations de minerai de bauxite a été une moindre réussite, car des substituts étaient disponibles sur le marché. Les raffineries d'aluminium du pays ont commencé à s'approvisionner en bauxite dans les pays voisins, qui sont devenus les bénéficiaires nets de l'interdiction des exportations de minerai de bauxite⁴³.

31. L'exemple de l'Ouganda montre l'importance de systèmes de stocks de sécurité qui garantissent un approvisionnement continu en matières premières aux transformateurs locaux et, partant, sont un facteur de stabilité. Chaque fois que possible, l'État devrait répondre aux problèmes du secteur par des mesures adaptées, qui tiennent notamment compte des défaillances des infrastructures et de la dynamique du marché. Pour mieux planifier et définir les mesures qu'il entend appliquer, il devrait en outre tirer parti des accords commerciaux et repérer les perspectives offertes par les chaînes de valeur régionales.

32. Les zones économiques spéciales sont un autre moyen d'attirer les investissements et de créer de la valeur ajoutée, par la voie d'incitations douanières, fiscales et réglementaires et par un soutien à l'infrastructure⁴⁴. Souvent situées à proximité de grands pôles d'échanges, elles facilitent l'accès aux marchés et l'approvisionnement en intrants, et peuvent encourager l'innovation et améliorer l'intégration dans la chaîne d'approvisionnement en regroupant géographiquement des entreprises actives dans des domaines apparentés⁴⁵. Des pays ont su se servir des zones économiques spéciales pour promouvoir l'investissement. À Maurice, par exemple, les zones économiques spéciales, appuyées par des dispositifs réglementaires et des incitations, ont participé des efforts visant à diversifier l'économie, à promouvoir un développement axé sur les exportations et à réduire la dépendance à l'égard des industries traditionnelles telles que l'industrie sucrière⁴⁶. Au Togo, une plateforme industrielle intégrée a été créée en 2020 dans le but d'accueillir des usines, principalement des usines de transformation de matières premières locales⁴⁷.

33. Les organismes de promotion du commerce et de l'investissement peuvent contribuer à attirer les investissements en ciblant les investisseurs qui sont à la recherche de créneaux commerciaux, de gains d'efficacité pour réduire leurs coûts et de ressources et/ou d'actifs stratégiques⁴⁸. Ils peuvent aussi contribuer à faciliter l'accès aux marchés pour les producteurs locaux. Par exemple, à Sri Lanka, le Conseil de développement des exportations facilite l'accès aux marchés pour les produits agricoles à valeur ajoutée en organisant des foires commerciales, des rencontres entre acheteurs et vendeurs et des campagnes promotionnelles sur le marché intérieur et sur les marchés internationaux.

⁴¹ Voir https://www.wto.org/french/tratop_f/dispu_f/cases_f/ds592_f.htm.

⁴² Voir https://unctad.org/system/files/non-official-document/suc2017d8_en.pdf.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ CNUCED, 2019a, *World Investment Report 2019: Special Economic Zones* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.19.II.D.12, Genève).

⁴⁵ Ibid. ; Banque mondiale, 2010, *Building Engines for Growth and Competitiveness in China: Experience with Special Economic Zones and Industrial Clusters* (Washington).

⁴⁶ Dube C., Matsika W. et Chiwunze G., 2020, *Special economic zones in southern Africa: Is success influenced by design attributes ?* Université des Nations Unies, Institut mondial de recherche sur les aspects économiques du développement, Working Paper Series n° 61.

⁴⁷ Communication du Togo.

⁴⁸ CNUCED, 2019b, *Promoting Investment in the Sustainable Development Goals* (publication des Nations Unies, Genève).

34. Au Brésil, les incitations financières destinées aux producteurs locaux ont consisté en des prêts à faible taux d'intérêt et des mécanismes de fixation des prix qui réduisaient le coût d'opportunité de la production d'éthanol par rapport à la production de sucre. S'y ajoutaient des garanties d'achat, qui assuraient la stabilité du marché et limitaient les risques pour les producteurs. L'orientation stratégique choisie et la synergie entre les secteurs avaient leur importance. La collaboration entre les organismes publics, les industriels et les instituts de recherche a permis de créer un système complet de soutien à la production d'éthanol⁴⁹. Cette approche intersectorielle a favorisé les avancées technologiques, notamment la construction de véhicules polycarburants.

35. Pour démontrer l'importance de la cohérence des politiques, on peut mentionner que la Malaisie, dans les années 1980, est parvenue à créer de la valeur ajoutée et à diversifier son économie en appliquant une politique industrielle multisectorielle et un plan-cadre industriel visant les secteurs axés sur les ressources naturelles, ainsi qu'en recourant à des incitations fiscales et à des mesures de promotion du commerce, en créant des pôles de compétitivité et en soutenant la recherche-développement⁵⁰.

36. Les mesures adoptées pour le renforcement des capacités varient selon les pays considérés, ce qui montre que différentes méthodes peuvent être retenues à des fins de développement du capital humain. En Colombie, la Fédération nationale des producteurs de café s'est attachée à renforcer les capacités locales en fournissant une formation et une assistance technique aux caféiculteurs du pays, notamment des conseils sur la manière d'accroître leur productivité en fonction des particularités des variétés cultivées et un soutien aux petits exportateurs. En Indonésie, les mesures avaient surtout trait à l'enseignement supérieur et à la collaboration avec les instituts de recherche et les universités, l'objectif étant que les compétences ne fassent pas défaut et soient en accord avec les besoins du secteur. En Ouganda, une formation à la production de coton et aux pratiques agricoles est proposée aux agriculteurs, en collaboration avec l'Organisation de développement du coton.

37. Les mesures de renforcement des capacités devraient cibler des groupes particuliers, par souci d'inclusion et de représentation équilibrée des genres. En Équateur, le programme de renforcement des capacités « Mujer Agro Innovadora » est destiné aux femmes du secteur agricole, tandis que d'autres projets, comme « Escuela de Emprendimiento Joven Rural », s'adressent aux jeunes ruraux et leur propose des formations en gestion d'entreprise, en entrepreneuriat, en éducation financière et en technologies appliquées à l'agriculture⁵¹.

38. Il importe que les conséquences environnementales et sociales des mesures créatrices de valeur ajoutée soient prises en considération, surtout lorsque ces conséquences sont étroitement liées à la gestion des ressources naturelles, comme c'est le cas dans les pays en développement tributaires des produits de base. À défaut, la triple crise planétaire causée par les changements climatiques, la pollution et l'appauvrissement de la biodiversité ne pourra que s'aggraver. Dans les secteurs de l'agriculture et des biocarburants, il convient d'exploiter les terres selon des pratiques durables afin de prévenir la déforestation. Dans le secteur des activités extractives, il convient de veiller à la réhabilitation des sites miniers, à l'utilisation de techniques d'extraction appropriées et à la mise en place de systèmes efficaces de gestion des déchets. Une gouvernance solide et des cadres directeurs bien définis sont essentiels au respect des normes environnementales et sociales. En outre, une attention particulière doit être accordée aux communautés autochtones et locales afin que celles-ci ne soient pas dépossédées de leurs terres ni déplacées, et que les projets de création de valeur ajoutée soient en accord avec les objectifs de développement durable. Tous ces facteurs doivent être pris en considération lorsqu'il s'agit d'attirer et de retenir les investisseurs, qui sont de plus en plus tenus de faire preuve d'une diligence raisonnable et de publier des informations en matière d'environnement, de société et de gouvernance.

⁴⁹ Voir <https://www.gov.uk/research-for-development-outputs/ella-policy-brief-government-intervention-to-strengthen-the-ethanol-sector-lessons-from-brazil>.

⁵⁰ Lebdioui, 2022, « The political economy of moving up in global value chains: How Malaysia added value to its natural resources through industrial policy », *Review of International Political Economy*, 29(3):870-903 ; CNUCED, 2023a, *Commodities and Development Report: Inclusive Diversification and Energy Transition* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.23.II.D.9, Genève).

⁵¹ Communication de l'Équateur.

III. Mesures à envisager

A. Au niveau national

39. Afin que les pays en développement tributaires des produits de base puissent créer de la valeur ajoutée et accéder aux segments supérieurs des chaînes de valeur, les autorités de ces pays pourraient envisager les mesures suivantes :

a) Élaborer des dispositifs réglementaires en accord avec les programmes de développement nationaux afin de favoriser la création de valeur ajoutée et la diversification⁵². Les caractéristiques du pays devraient être prises en considération et exploitées de façon stratégique. Si le marché intérieur est important, les mesures adoptées pourront d'abord être appliquées au niveau national, puis étendues au niveau international ;

b) Développer le capital humain et se doter d'une main-d'œuvre qualifiée capable de participer à des activités manufacturières à plus forte valeur ajoutée⁵³. Cela suppose de redéfinir et moderniser les programmes d'enseignement, de former des partenariats avec des universités et des industriels, de mettre l'accent sur l'acquisition, la reconnaissance et le perfectionnement des compétences professionnelles dans les secteurs concernés. Les mesures de renforcement des capacités devraient être adaptées aux besoins sectoriels et contribuer à l'inclusion des femmes ;

c) Améliorer l'infrastructure, notamment dans les secteurs des transports, de l'énergie et des télécommunications, afin que des activités créatrices de valeur ajoutée soient possibles et que l'accès aux marchés soit facilité. Il est particulièrement important pour les pays sans littoral de moderniser leur infrastructure afin de ne pas dépendre de celle des pays voisins. En outre, des éléments d'infrastructure propres au secteur concerné, telles que des usines de transformation, sont nécessaires pour la création de valeur ajoutée⁵⁴ ;

d) Créer des parcs industriels et des zones économiques spéciales qui permettent de réduire les coûts pour les entreprises grâce au partage des installations, d'attirer les investissements étrangers directs et de stimuler les exportations au moyen d'incitations fiscales supplémentaires. Cette mesure peut être particulièrement bénéfique aux pays à la gouvernance défaillante et dans lesquels des réformes seraient difficiles à mener à l'échelle nationale, car elle constitue une première étape ciblée et efficace⁵⁵ ;

e) Promouvoir les partenariats public-privé dans les régions qui présentent un potentiel élevé de croissance industrielle, de manière à tirer parti des connaissances spécialisées et des ressources financières du secteur privé ;

f) Concevoir des mesures d'incitation propres à attirer les investissements et à encourager l'innovation, notamment en rationalisant et en dématérialisant les procédures administratives, en proposant des incitations fiscales et en accordant des subventions aux activités de recherche-développement⁵⁶. Les organismes de promotion du commerce et de l'investissement devraient faciliter la mise en relation des entreprises locales avec des entreprises étrangères et les aider à se conformer à la réglementation⁵⁷. Une attention particulière devrait être accordée à l'appui aux petites et moyennes entreprises. Cela supposerait d'adapter les indicateurs de performance à ces entreprises, de favoriser la création de liens en amont entre les entreprises nationales et les entreprises multinationales à des fins

⁵² CNUCED, 2023a.

⁵³ Ibid.

⁵⁴ CNUCED, 2024a.

⁵⁵ CNUCED, 2019a.

⁵⁶ CNUCED, 2023b, *Rapport 2023 sur le développement économique en Afrique – Les chaînes d'approvisionnement mondiales à forte intensité technologique : le potentiel de l'Afrique* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.23.II.D.22, Genève). CNUCED, 2022c, *World Investment Report 2022: International Tax Reforms and Sustainable Investment* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.22.II.D.20, Genève).

⁵⁷ CNUCED, 2023c, « Investment promotion in the least developed countries: A needs assessment », disponible à l'adresse <https://unctad.org/publication/investment-promotion-lDCs-needs-assessment-ipa-observer-13>.

de transferts de connaissances et de compétences, et de faire en sorte que les organismes de promotion de l'investissement s'emploient à limiter les asymétries d'information et à faciliter l'accès aux marchés⁵⁸ ;

g) Élaborer des instruments financiers qui permettent aux entreprises créatrices de valeur ajoutée de bénéficier de prêts à des conditions abordables et de capitaux d'investissement. Cela peut passer par des partenariats public-privé et l'affectation des rentes tirées des produits de base au développement de l'infrastructure, au renforcement des capacités, à la recherche-développement ou à d'autres objectifs nationaux. Il importe que le principe de transparence soit respecté afin que les fonds soient affectés comme il convient et que les ressources et les rentes tirées des produits de base soient gérées efficacement⁵⁹ ;

h) Renforcer les liens avec les chaînes de valeur régionales et améliorer la coopération régionale afin d'amplifier l'impact des mesures créatrices de valeur ajoutée⁶⁰. Il est ainsi possible au pays de partager les coûts, de s'affranchir des obstacles financiers qu'il rencontre lorsqu'il est seul, de profiter de transferts de technologies, d'avoir un meilleur accès aux marchés et d'acquérir un plus grand pouvoir de négociation sur les marchés internationaux ;

i) Appliquer des garanties environnementales et sociales solides. Cela suppose de faire respecter les dispositions réglementaires visant à prévenir la dégradation de l'environnement et à protéger les communautés touchées par les activités industrielles. Cette mesure importe non seulement pour faciliter la publication d'informations sur les questions d'environnement, de société et de gouvernance, mais aussi pour attirer et retenir des investissements⁶¹. Les garanties sociales devraient protéger les droits des communautés locales et des groupes autochtones, en faisant sorte que ces communautés et groupes tirent avantage des activités industrielles sans risquer d'être déplacés.

B. Au niveau international

40. Pour les aider à créer de la valeur ajoutée et à diversifier leur économie, il est proposé aux pays en développement tributaires des produits de base d'envisager les mesures ci-après, axées sur la coopération régionale, le transfert de technologies et le développement de l'infrastructure :

a) Promouvoir les accords commerciaux régionaux tels que l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine, qui peuvent faire croître le commerce intrarégional et favoriser l'intégration économique en levant les obstacles au commerce et en simplifiant les procédures douanières. L'incorporation dans ces accords de dispositions en faveur de la création de valeur ajoutée, concernant par exemple les règles d'origine et la teneur en éléments locaux, est encouragée à des fins de diversification économique et de développement. En outre, les dispositions en question peuvent aider les pays en développement tributaires des produits de base à se rapprocher des objectifs de développement durable ;

b) Élaborer un cadre pour le transfert de technologies et des projets de partage des connaissances entre les pays développés et les pays en développement, de manière à faciliter l'échange de connaissances spécialisées, de bonnes pratiques et de technologies innovantes. Il serait ainsi possible aux pays en développement tributaires des produits de base de créer de la valeur ajoutée et de diversifier leur économie ainsi que d'adopter des technologies avancées plus sobres en carbone, en accord avec les objectifs climatiques mondiaux ;

⁵⁸ CNUCED, 2001, *World Investment Report 2019: Special Economic Zones* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.II.D.12, New York et Genève). CNUCED, 2024b, *Promoting International Investment by Small and Medium-sized Enterprises* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.23.II.D.39, Genève).

⁵⁹ CNUCED, 2023a.

⁶⁰ TD/B/C.I/MEM.2/58.

⁶¹ CNUCED, 2023, « Tackling the Sustainability Reporting Challenge: A Policy Guide », disponible à l'adresse : <https://unctad.org/publication/tackling-sustainability-reporting-challenge-policy-guide>.

c) Encourager la coopération régionale en matière de développement du capital humain en créant des centres de renforcement des capacités qui répondent aux besoins des secteurs créateurs de valeur ajoutée. En Afrique, les centres d'excellence pour l'enseignement supérieur et le centre d'excellence pour une industrie extractive durable de l'Université du Copperbelt pourraient servir de pôles régionaux de formation, de recherche et de diffusion des connaissances. Une coopération régionale entre les universités, les instituts de recherche et les industriels pourrait aider ces centres d'excellence à renforcer l'efficacité et l'impact de leur action ;

d) Promouvoir les investissements internationaux dans l'infrastructure, de manière à renforcer les réseaux de transport, à améliorer la connectivité et à réduire les coûts logistiques, afin de faciliter la circulation des biens et des services et de donner aux pays la possibilité de créer de la valeur ajoutée dans le cadre des chaînes d'approvisionnement ;

e) Adopter des normes internationales, comme celles de la Global Reporting Initiative et du Conseil international des normes de durabilité, et mettre en place des systèmes de certification des pratiques de production durables afin de minimiser les conséquences néfastes pour l'environnement et de garantir que les projets de création de valeur ajoutée respectent le principe de la responsabilité sociale. L'adoption de directives internationales normalisées pourrait aider à réduire les asymétries d'information et, ce faisant, faciliter l'accès aux marchés et accroître la participation des pays en développement⁶².

⁶² CNUCED, 2023e, *World Investment Report 2023: Investing in Sustainable Energy for All* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.23.II.D.17, Genève).